



Après Rahaf al-Qunun : la nécessité d'une diplomatie "féministe" ?

Notes du CAPE n°27

Didier Chaudet, 1^{er} février 2019

Cette analyse a d'abord été publiée sur le blog Géopolitique sur la Route de la Soie, hébergé par le journal Réforme :

<https://www.reforme.net/actualite/monde/apres-rahaf-al-qunun-necessite-dune-diplomatie-feministe/>

La France devrait-elle mener une diplomatie féministe ? Et qu'entend-on par là, au-delà des discours ?

Tout le monde connaît, aujourd'hui, l'histoire de Rahaf al-Qunun, cette jeune Saoudienne qui a fui l'oppression dont elle était victime, de fait de son genre, dans son pays. Elle est aujourd'hui, enfin, en sécurité, au Canada.

Français : encore un effort pour être de vrais féministes...

On remarquera, encore une fois, la relative timidité de notre pays en comparaison du Canada. Et il ne s'agit pas seulement de notre diplomatie : nous sommes heureux d'apprendre que nos ambassades en Arabie saoudite et en Thaïlande, ainsi que le Quai d'Orsay, aient suivi « de très près » le dossier. Ce qui est après tout, bien le minimum : la réaction internationale a rendu impossible toute possibilité de minorer l' « affaire » Rahaf.



Mais le problème ne se limite pas à la France officielle. Un combat de premier plan a sans doute été manqué par toutes celles et tous ceux qui se réclament du féminisme, et plus largement, des valeurs « progressistes ». On peut s'étonner d'avoir vu les mêmes médias qui produisent ad nauseam des dossier « Spécial islam », qui n'hésitent pas à poser la question, particulièrement pernicieuse, de la « compatibilité » entre la République/la laïcité (que chacun définit un peu comme il le souhaite...) avec l'islam (alors que la question poserait problème, de toute façon, avec toute religion), être plus discrets face au scandale qui fait de la femme saoudienne une éternelle mineure, soumise à un homme de sa famille (parfois même son fils) qui devient son « gardien ».

Pourtant, encore une fois, ces mêmes médias s'émeuvent de la situation des droits de la femme... mais quand il s'agit de l'Iran, bien moins quand il s'agit d'un pays de la péninsule arabique. Comme s'il était plus facile de critiquer un pays qui mène une diplomatie indépendante qu'un allié de l'Occident, comme si le « deux poids, deux mesures » était moins lié à de l'ignorance qu'à une certaine hypocrisie.

Enfin, ce n'est pas comme si le sujet était inconnu : des femmes saoudiennes, appuyées par des organisations de défense des droits humains, ont déjà tenté de **se faire entendre** sur ce sujet. Avec la situation de Rahaf al-Qunun, bien des faiseurs d'opinion et des intellectuels ont raté une occasion de mener un combat utile pour le droit de femmes vivant une situation particulièrement difficile.

Canada : une victoire pour une diplomatie « féministe » ?

La politique du Canada a pu être moquée, y compris par des Canadiens eux-mêmes, par le désir de tout repenser à l'angle du féminisme : sa politique d'aide internationale, sa diplomatie, sa politique de défense... Il y a clairement, ici, une part de marketing politique. Ainsi qu'une approche idéologique, pas toujours fondée sur les faits : ainsi,



l'affirmation mise en avant par les partisans d'une diplomatie féministe au Canada, disant qu'un processus de paix avait bien plus de chances de réussir si les femmes comme groupe étaient impliquées, ne s'appuie sur **aucune preuve concrète**.

Voir la femme comme un groupe distinct, plus encore dans un conflit, n'a strictement aucun rapport à la réalité. Pire encore, il y a un réel danger à présenter la promotion des droits de la femme comme le sésame ultime pour la paix, la sécurité, le développement... Le fait est que ce n'est pas par une implication des femmes en tant que groupe qu'on apportera la paix en Afghanistan ou en Syrie.

Par contre, promouvoir le retour de la paix, et d'un certain développement, est ce qui pourrait permettre de mieux soutenir le droit des femmes dans ces pays ravagés par la guerre... La défense des droits des femmes devrait être un projet en tant que tel, indispensable comme la défense des droits humains en général, et non considéré comme un moyen permettant de soudainement améliorer des situations très complexes.

C'est pourquoi la récente « **Politique d'aide internationale féministe du Canada** » a amené un certain nombre d'analystes à se poser des questions. Pas par rejet du féminisme en soi, mais d'abord par bon sens : si, d'ici 2022, 95 % de l'aide internationale du Canada doit se concentrer sur la défense de l'égalité femmes-hommes dans des pays en difficulté, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique sub-saharienne, il va falloir qu'une sérieuse dose de pragmatisme s'impose, pour éviter un fiasco total.

N'oublions pas que cette approche, louable en théorie, a déjà connu des échecs retentissants : on pense par exemple au programme américain « **Promote** », destiné à améliorer le statut des femmes en Afghanistan, notamment leur capacité à s'insérer dans le marché



professionnel. La première Dame, Rula Ghani, a pointé du doigt le fond du problème en rappelant que les femmes afghanes avaient besoin d'acquérir des connaissances concrètes, un réel savoir-faire, plutôt que d'assister à des séminaires et obtenir des diplômes symboliques...

Un programme féministe, comme d'autres marqués par les bons sentiments, peut amener à ne pas prendre en compte les spécificités d'un pays donné, d'en rester à l'approche idéologique et simpliste. Et en cela, les États ont des alliés très complaisants dans un certain nombre d'ONGs, souvent plus spécialistes de la façon d'obtenir l'argent des institutions occidentales que des sociétés qu'elles sont censées aider... Pour vraiment réussir dans les années à venir, pour ne pas devenir une farce comme d'autres politiques humanitaires avant elle, la diplomatie féministe du Canada va devoir éviter ces écueils.

Malgré tout, la diplomatie canadienne a un immense avantage : en mettant en avant son féminisme comme valeur, impossible de se dérober quand il faut effectivement défendre le droit des femmes. Non pas en menant des croisades bien souvent hypocrites, comme les États-Unis en Irak, ou en Libye comme la France. Mais en restant ferme sur les principes : ne pas les imposer aux autres, mais se les imposer à soi-même.

Pour le Canada, dans cette situation, cela a été non seulement un devoir moral, mais aussi un précieux outil de promotion diplomatique. Cette puissance moyenne ne s'est pas imposée sur le sujet dès le début, mais c'est bien elle qui a permis d'offrir une solution à la crise. Quand le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés s'est tourné vers les différentes chancelleries pour trouver un partenaire dans le sauvetage de Rahaf, le Canada a répondu présent. Et la coopération avec ses services en charge des réfugiés a été très efficace, permettant l'image forte qu'on a pu voir dans les médias par



la suite : une femme ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, accueillir à l'aéroport de Toronto une autre femme venant chercher au Canada un meilleur avenir.

Certains diront que ce moment particulier ressemblait à une opération de communication. Mais au moins, le Canada a pris ses valeurs démocratiques, notamment le féminisme, au sérieux. Ce qui fait apparaître la diplomatie de ce pays autrement plus sérieuse que bien d'autres nations occidentales.

Une diplomatie plus féministe est possible

Bien entendu, pour en revenir à l'Arabie saoudite, toutes les femmes saoudiennes ne se révoltent pas contre le « gardiennage » des hommes sur les femmes de leurs familles : mais le système tel qu'il est en ce moment ne donne strictement aucun recours pour des femmes confrontés aux abus ou à la violence par les hommes de leurs familles.

On ne peut nier le fait que le prince Ben Salmane a, dans une certaine mesure, amélioré leur sort : elles peuvent aujourd'hui mener une vie professionnelle qui n'aurait pas été possible une génération auparavant, par exemple. Mais il n'empêche qu'on parle ici de femmes particulièrement opprimées pour ce qu'elles sont, dans un système qui, si on le transposait à la couleur de peau, choquerait tout le monde. Ce ne serait ni plus ni moins que de l'apartheid... Et normalement, sur ce sujet, comme sur quelques autres, une démocratie ne peut tout simplement pas transiger.

Face à cette situation, le Canada a montré la voie pour mener une authentique diplomatie féministe : ne pas tomber dans le piège de la croisade du Progrès, imposer ses valeurs à soi-même, plutôt qu'aux autres. Il y a déjà un débat qui existe sur le besoin de se débarrasser du système de mise sous tutelle des femmes par les hommes en Arabie



Saoudite même, par des Saoudiens, car oui, **ils ne pensent pas tous la même chose.**

Diaboliser les Saoudiens, comme toute autre nation, pour soutenir une logique de pressions, comme cela a été imposé à l'Irak par le passé, ou comme cela est toujours le cas face à l'Iran, nourrit les tensions internationales, les **souffrances du peuple**, et les crispations identitaires, plutôt que d'entraîner une évolution positive. La confrontation et le manichéisme, ce n'est décidément pas la bonne méthode.

Personne n'aime les missionnaires armés, cette phrase n'a jamais été aussi actuelle. D'ailleurs, elle cadre avec le fait qu'en relations internationales, les réalités géopolitiques n'ont que faire des valeurs morales.

Faire des choix diplomatiques radicaux et agressifs envers un pays au nom des valeurs se retourne toujours contre celui qui a fait ce choix, de Napoléon III (une désastreuse insistance au « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » qui a bien servi Bismarck) à Georges W. Bush (dont la politique néoconservatrice a permis à al-Qaida de se développer, comme le rappelle Fawaz Gerges dans son livre **The Far Enemy**).

Donc ici, le but ne serait pas de voir bien des pays européens, qui traitent l'Arabie saoudite en allié, en faire un ennemi. Cela aurait aussi peu de sens que la politique des mêmes pays européens qui suivent l'Amérique de Trump dans sa croisade anti-Iran...

Comme rappelé dans **un autre article**, ce qui correspondrait plutôt aux intérêts français et européens est une neutralité stricte entre Arabie saoudite et Iran dans leur guerre froide régionale. Mais même si un pays comme la France n'ose pas aller jusque-là, parce que certaines personnes proches du pouvoir voient l'Arabie saoudite comme un



rouage non négligeable d'une diplomatie **occidentaliste** (désastreuse à coup sûr, mais cela a été celle des présidents Sarkozy et Hollande, et elle a encore des soutiens dans certaines ministères), il est possible de mener une diplomatie plus féministe.

Que la France et que les Européens en général deviennent un peu plus « féministes » au moins dans le principe, en politique étrangère. Que la femme qui fuit un système politique clairement oppressif pour elle, comme le système de gardiennage en Arabie saoudite, obtienne immédiatement, et rapidement, en priorité, le statut de réfugiée en Europe. Oui, peut-être que certaines abuseront d'un tel système pour migrer. Mais bien plus de femmes auront aussi la possibilité d'une vie meilleure si les diplomaties française et européenne devenaient un peu plus « féministes ».

Dans cette même logique, une diplomatie plus féministe, et aussi plus intelligente, s'attacherait aussi à défendre les modèles les plus progressistes, sur les droits de la femme, dans les pays musulmans comme ailleurs. Pour la France et l'Europe, dans le voisinage au sud, cela devrait dire naturellement un soutien particulier fort, à tous les niveaux, à accorder à un pays comme la Tunisie, où les droits de la femme sont bien avancés, grâce à **l'héritage d'Habib Bourquiba** et au **système démocratique actuel**. Car on peut s'entendre tout à fait cordialement avec l'Arabie saoudite, tout en espérant que le monde arabe, notre voisin, ressemble bien plus à la Tunisie qu'à la péninsule arabique dans les décennies à venir.

En tout cas, on ne peut qu'espérer que ce qu'a vécu Rahaf nourrira les réflexions diplomatiques et politiques en Europe, afin que nous vivions un peu plus, enfin, en conformité avec nos valeurs.